

Numéro 123 - 20 septembre 2016

À quoi s'attendre à l'ouverture du Parlement
Le gouvernement prépare un
«déploiement sans répit» de
l'offensive antisociale



À quoi s'attendre à l'ouverture du Parlement

- Le gouvernement prépare un «déploiement sans répit» de l'offensive antisociale
- Les consultations bidons du gouvernement libéral
- Une définition néolibérale intéressée de la classe moyenne - *K.C. Adams*
- L'ordre du jour international du Canada

À quoi s'attendre à l'ouverture du Parlement

Le gouvernement prépare un «déploiement sans
répit» de l'offensive antisociale

La première session du 42e Parlement a repris ses travaux lundi le 19 septembre à 11 h, après une pause de deux mois et demi. Quel est l'ordre du jour du gouvernement Trudeau pour la période qui vient ?

La réponse est dans le programme adopté à la retraite du cabinet libéral à Sudbury, Ontario, les 21 et 22 août. Le Parti libéral du Canada s'est donné un programme de « déploiement sans répit » des mesures antisociales qu'il s'est affairé à mettre en place depuis l'élection de 2015 qui lui a donné un gouvernement majoritaire. Vu dans le contexte, le but est de poursuivre la tendance à la concentration du pouvoir économique et politique entre les mains d'un nombre de plus en plus restreint de personnes.

Les libéraux ont annoncé qu'ils vont maintenant devoir commencer à faire « des choix difficiles » qui « ne plairont pas à tout le monde ». Les médias disent que c'est « la fin de la lune de miel » du Parti libéral car il doit maintenant faire les choses qui ne sont pas très populaires pendant que la prochaine élection est encore éloignée. Justin Trudeau a dit lors d'un point de presse qu'« il va y avoir des décisions difficiles et des défis sur tous les fronts, qu'il s'agisse des ressources naturelles, de l'investissement ou des accords commerciaux ».



Déjà en juillet le gouvernement Trudeau a émis des permis pour faire avancer la construction de l'immense barrage appelé « Site C » sur la Peace River en Colombie-Britannique, un stratagème pour payer les riches qui fait l'objet d'une grande opposition populaire. Le gouvernement doit par ailleurs annoncer d'ici le 2 octobre son approbation du projet de gaz naturel liquéfié Pacific North West dans cette même province puis le projet de pipeline Trans Mountain de la compagnie Kinder Morgan d'ici décembre.

Déjà au début de septembre un « rapport » indiquait que le gouvernement a l'intention d'approuver le projet d'expansion de Kinder Morgan. La chose a été rendue publique discrètement, suivant la tradition établie par le gouvernement Harper qui consiste à donner des entrevues exclusives à l'agence de presse du monopole des services financiers américains Bloomberg. Bloomberg News rapporte que « le plan de M. Trudeau est de ni approuver ni rejeter tous les projets à l'étude », citant « des gens qui connaissent les intentions du premier ministre ».

Le gouvernement et les médias répètent les phrases accroc comme « choix difficiles » et « décisions difficiles » d'une manière qui semble conçue pour inculquer au peuple l'idée qu'il n'y a pas d'alternative, lui faire comprendre qu'il n'a pas de contrôle ou de mot à dire, ce qui crée un sentiment d'impuissance et de désespoir. L'idée d'un équilibre entre les intérêts du peuple et les intérêts des riches continue de se répandre malgré que tous et chacun puissent voir que les richesses n'assument jamais de responsabilité et s'en tirent toujours à bon compte. Le peuple est censé accepter des plans qui vont à l'encontre de ses intérêts tout juste parce que certains aspects sont censés être à son avantage.

Les « choix difficiles » ne comprennent jamais les options qui contestent le droit de monopole. Bref, les décisions sur les sujets qui intéressent et qui préoccupent les Canadiens, surtout concernant l'économie, l'environnement et la guerre et la paix, sont laissées aux riches. Les Canadiens sont censés renoncer à leur mouvement politique à la défense des droits et espérer que certains des « choix difficiles » ne leur soient pas trop dommageables. Le problème pour le gouvernement Trudeau et les intérêts privés qu'il représente est que les Canadiens, les Québécois et les peuples autochtones continuent d'affirmer leurs droits face aux tentatives de les forcer à se soumettre.

Comme lors des deux retraites précédentes du cabinet libéral, en janvier et en avril, le fondateur de la « livraison logie » Michael Barber s'est adressé aux députés. Le gouvernement Trudeau a

adopté cette méthode néolibérale pour activer le facteur antihumain et anti-conscience sociale et livrer la marchandise aux monopoles le plus rapidement possible. M. Barber a offert ses conseils au gouvernement Trudeau sur la restructuration de la fonction publique pour imposer l'offensive antisociale plus efficacement. Il a également dit que le gouvernement allait « nécessairement devoir faire des choix difficiles » et noté que « durant la deuxième année [du mandat] il faut vraiment concentrer les efforts sur le déploiement sans répit concernant certaines décisions difficiles où vous ne pouvez plaire à tout le monde tout le temps ».



À cet égard, Justin Trudeau et certains ministres rencontrent deux fois par mois Matthew Mendelsohn, ancien président du Centre Mowat et maintenant secrétaire adjoint du Conseil privé pour « les résultats et la livraison ».[1] Pour ce qui est des « résultats » livrés par les libéraux jusqu'à présent, en mai M. Trudeau a dit que le gouvernement n'avait toujours pas « déterminé si ce qu'il fait va avoir un impact positif dans la vie des Canadiens » et que ce n'était pas un problème auquel il avait consacré beaucoup de temps.

De cette façon, le gouvernement Trudeau se prépare à escalader son assaut contre les droits qui continue de saper le bien-être du peuple. Le gouvernement a identifié « trois grandes relations » sur lesquelles concentrer son attention durant la période qui vient, soit :

relations fédérales-provinciales, les relations avec les peuples autochtones et les relations avec les États-Unis, trois fronts sur lesquels il y a abus de pouvoir. C'est un programme qui poursuit clairement la destruction nationale et qui met en péril le bien-être des citoyens et résidents.

LML présente ci-dessous des informations qui permettent de savoir à quoi s'attendre du gouvernement libéral dans les mois qui viennent. Sur tous les fronts on assiste à un niveau sans précédent de désinformation sur ce que prépare l'élite dominante, sur les arrangements qui sont mis en place et sur qui ces arrangements servent.

Note

1. Le Centre Mowat est un groupe de réflexion néolibéral qui se spécialise dans « la recherche sur l'application des politiques publiques fondée sur les faits ».



Les consultations bidons du gouvernement libéral

Le gouvernement libéral a entrepris des consultations bidons sur plusieurs sujets qui lui servent à unir la classe dominante autour d'un même programme qui, dit-on, représenterait des valeurs canadiennes et l'intérêt national du Canada. Il prétend également que ses politiques jouissent d'un soutien populaire en citant des « preuves » aussi ridicules que le nombre de commentaires sur Twitter et les réponses à différents questionnaires en ligne qu'il interprète comme « des apports des Canadiens et des Canadiennes ». Selon les rapports de presse, toutes ces consultations vont se terminer avant le début de la nouvelle année. Le gouvernement décidera ensuite comment utiliser

les résultats, disent les libéraux. Il est clair que les gens vont être confrontés à un barrage de faux « choix difficiles », lesquels seront présentés comme l'expression d'une volonté populaire.

L'échéance pour les consultations sur le Partenariat transpacifique et sur l'Accord économique et commercial global (AECG) avec l'Union européenne n'a pas encore été fixée, mais le gouvernement a déjà clairement laissé savoir qu'il avait l'intention de les signer. Il a commencé à publier des rapports faisant l'éloge des avantages économiques du Partenariat transpacifique et a d'ailleurs déclaré que quiconque s'oppose à la « mondialisation » encourage le protectionnisme, laissant entendre que ces opposants véhiculent des opinions arriérées qui mènent à la xénophobie et à d'autres choses épouvantables. C'est pour cacher d'une part que la mondialisation comme telle est une réalité bien implantée et d'autre part que les peuples du monde s'opposent au contenu néolibéral de cette mondialisation qui se fait au service de l'oligarchie financière internationale et qui a entre autres pour corollaires le terrorisme d'État et la guerre impérialiste.



L'« Examen de Postes Canada » se termine le 31 décembre mais le rapport déposé au début de septembre par le groupe de travail nommé par le gouvernement recommande la poursuite du démantèlement du service postal public et des attaques contre les droits des travailleurs. Les paramètres de l'examen tels que fixés par le gouvernement et son groupe de travail réduisent l'exercice à un choix entre différents types de privatisation et d'attaques contre les travailleurs. Aucune des propositions des travailleurs des postes ou du public en général qui vont dans le sens de renforcer le service public n'a été considérée comme étant digne d'examen. Le numéro du 22 septembre de *Forum ouvrier*, publié par le Centre ouvrier du PCC(M-L), portera sur cet examen de Postes Canada, l'offensive qui se mène contre les syndicats et les droits des travailleurs et les changements qui sont faits discrètement aux lois du travail.

La Consultation sur la sécurité nationale se termine le 1er décembre. Le gouvernement a dit lors du lancement qu'il entamera ensuite « le processus d'élaboration de nouvelles dispositions législatives, des options stratégiques et/ou des programmes », portant notamment sur le partage des renseignements entre les agences et ministères, la collecte de renseignements personnels sur les Canadiens et Canadiennes et la « lutte à la radicalisation ». Dans le cadre de la consultation le gouvernement a publié un Livre vert intitulé *Notre sécurité, nos droits*, un document de référence et le *Rapport public de 2016 sur la menace terroriste pour le Canada*. Tous les documents fournis concourent à détourner l'attention des problèmes concernant la sécurité et les droits pour concentrer sur « les extrémistes violents », ce qui sert ensuite à justifier les mesures d'exception en dehors de l'état de droit que le gouvernement dit nécessaires. En adoptant des lois qui légalisent l'impunité on perpétue la fraude d'un gouvernement de droit alors qu'en fait tout ce qui reste du gouvernement de droit est le pouvoir policier sans entrave.

La consultation sur l'Examen de la politique de défense s'est terminée le 31 juillet et le ministre de la Défense nous informe qu'il va « compiler et examiner les commentaires reçus », ce qui lui permettra d'« orienter l'élaboration de la nouvelle politique de défense du Canada qui sera publiée au début de 2017 ». Une chose qui préoccupe sérieusement les gens dans cette affaire est que l'examen a été l'occasion d'introduire dans le discours public l'idée que le Canada adhère au

programme de défense antimissile des États-Unis et adopte des mesures et des pratiques guerrières déjà rejetées par les Canadiens et les Canadiennes.



Les consultations purement formelles sur la réforme électorale se terminent le 7 octobre et seront suivies du dépôt d'un rapport final au Parlement le 1er décembre. Cette consultation sera abordée dans *LML* la semaine prochaine.

En ce qui concerne ce que la directrice des communications du premier ministre Kate Purchase appelle « les trois grandes relations » qui seront le centre d'attention du gouvernement à l'automne, il s'agit là également d'une stratégie pour imposer des arrangements antisociaux en catimini. En abordant ces relations avec les provinces, avec les peuples autochtones et avec les États-Unis, le gouvernement espère donner un nouveau souffle au cadre constitutionnel anachronique

qu'est celui du Canada.

Les relations fédérales-provinciales

Les relations entre le gouvernement fédéral et les provinces sont présentement encadrées par l'*Acte de l'Amérique du Nord britannique* de 1867. Malgré les modifications et ajustements apportés depuis, elles répondent à une situation qui n'existe plus depuis longtemps. Aujourd'hui il y a d'intenses contradictions inter-monopolistes sur le partage des pouvoirs suivant le diktat que tout doit être fait pour que les plus grands monopoles aient la première place sur les marchés mondiaux. Un des problèmes qui surgissent dans le partage des pouvoirs avec les provinces concerne le besoin d'avoir une seule autorité qui négocie la braderie du Canada, pas dix. Les libéraux blâment l'attitude du gouvernement Harper pour les tensions qui existent présentement dans les relations fédérales-provinciales concernant le partage des pouvoirs et prétendent que leur approche plus coopérative donnera de meilleurs résultats. En fait, malgré une apparence de calme dans plusieurs dossiers, le gouvernement Trudeau travaille fort à parachever des arrangements de l'offensive antisociale avec la « coopération » des provinces. Ils sont en train de préparer plusieurs nouvelles ententes qui seront finalisées dans les mois qui viennent. Toutes ces contradictions montrent en fait le besoin de rénover complètement la Constitution sur une nouvelle base historique, où c'est la classe ouvrière qui constitue la nation, pas la bourgeoisie. C'est seulement ainsi que les intérêts du peuple seront servis, plutôt que les intérêts exclusifs des riches.

Les nouveaux arrangements fédéraux-provinciaux en voie de négociation sont :

- Une entente sur le commerce intérieur. Les premiers ministres provinciaux ont signé un « Accord de libre-échange canadien » en juillet à la réunion du Conseil de la fédération à Whitehorse, mais le texte n'a pas été rendu public.
- Un nouvel accord sur la santé. L'entente actuelle arrive à échéance le 1er avril 2017 et la ministre fédérale de la Santé Jane Philpott a dit que son gouvernement est contre l'augmentation des transferts aux provinces en matière de santé et favorise plutôt des « dépenses ciblées » dans des secteurs comme les services privatisés de soins à domicile.

- Une stratégie nationale sur les changements climatiques dans la forme d'une entente avec les provinces sur la mise en oeuvre de plusieurs initiatives conjointes annoncées entre le Canada et les États-Unis. Ce sera le sujet d'une rencontre des premiers ministres provinciaux à la fin d'octobre.
- Une loi pour modifier le Régime de pensions du Canada pour tenir compte des ententes conclues à ce sujet entre le gouvernement fédéral et les provinces au début de septembre.

Les relations avec les peuples autochtones

Pour détourner l'attention du fait que le programme libéral n'a rien à voir avec la mise au rancart des rapports coloniaux imposés aux peuples autochtones, les médias rapportent que le gouvernement Trudeau veut « tempérer les attentes concernant l'établissement de relations de nation à nation ».

Le gouvernement veut plutôt mettre l'accent sur « une nouvelle relation fiscale » avec les peuples autochtones. Justin Trudeau a dit que la « nouvelle relation » prévoira « un financement qui est suffisant, prévisible et durable ». Un financement de quoi, décidé par qui et géré par qui, le premier ministre ne l'a pas précisé. On sait que « la nouvelle relation fiscale » s'inscrit dans les efforts du gouvernement pour obtenir un « permis social » des nations autochtones pour l'exploitation des ressources et d'autres projets sur les terres autochtones. Cela comprend le programme de « traités des temps modernes » - un mot attrape pour parler d'arrangements qui nient les droits ancestraux.



Le gouvernement Trudeau a annoncé par la voix de la ministre de la Justice Jody Wilson-Raybould, en juillet, qu'il n'entend pas présenter de projet de loi de mise en oeuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). Ratifier le document dans une loi canadienne est « simpliste », « inapplicable » et une « distraction politique », a-t-elle dit. Selon la ministre Wilson-Raybould, la DNUDPA sera plutôt mise en oeuvre « par des ententes entre le gouvernement fédéral et les organisations autochtones ». Cela illustre comment le gouvernement instaure de nouvelles façons de nier les droits ancestraux du revers de la main et à l'extérieur de l'état de droit. Cette « nouvelle relation fiscale », loin de mettre

fin à des décennies de sous-financement de programmes sociaux si nécessaires aux peuples autochtones, est une offensive contre leurs droits.

Durant les élections fédérales de 2015, les libéraux se sont engagés à lever « immédiatement » le plafond de 2 % de croissance annuelle des investissements dans les programmes sociaux et les services destinés aux peuples autochtones. Ce plafond avait été établi par les libéraux de Jean Chrétien en 1995. Cela avait conduit à un déclin des services à chaque année par rapport à la croissance de la population, l'inflation et d'autres facteurs.

Le gouvernement a prétendu avoir levé le plafond dans son budget fédéral de 2016-2017. Les documents qui ont été obtenus par la Presse canadienne en juin dernier démontrent cependant que le financement de base d'Affaires autochtones et du Nord Canada pendant cette année fiscale est demeuré en deçà de la limite de croissance de 2 %. Selon un memo interne, l'ensemble des programmes annuels destinés aux peuples autochtones a connu une croissance de 3 %. Le 12

juillet, le gouvernement a signé un protocole d'entente avec Perry Belgarde, le chef national de l'Assemblée des Premières Nations. Le gouvernement s'est engagé une fois de plus à garantir « des fonds suffisants et prévisibles à long terme ». On lit dans le communiqué d'Affaires autochtones et du Nord Canada que le gouvernement « s'est engagé à hausser le plafond de 2 % imposé au financement des programmes des Premières Nations ».

Le 15 septembre, le Tribunal canadien des droits de la personne a émis une note à l'effet que le gouvernement Trudeau ne s'est pas conformé à son ordonnance du 26 janvier dans laquelle le Tribunal statuait que le Canada fait preuve de discrimination raciale envers 163 000 enfants des Premières Nations en fournissant des services à l'enfance qui sont inadéquats et inéquitables et en ne mettant pas en oeuvre le « Principe de Jordan ». Le tribunal avait ordonné au gouvernement fédéral de cesser immédiatement ses pratiques discriminatoires. Il avait déjà émis une ordonnance en avril faisant état que le gouvernement n'avait encore rien fait pour se conformer à l'ordonnance précédente.

La directrice générale de la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations, Cindy Blackstock, a dit qu'en refusant de se conformer à une ordonnance légale, « le gouvernement du Canada nous dit, par ses actions, qu'il est au-dessus de la loi et que, malheureusement, les enfants des Premières Nations sont au-dessous de la loi ».

Les relations avec les États-Unis

La nature de ce que le gouvernement Trudeau appelle sa « relation » avec les États-Unis se voit bien à ses priorités législatives. Les trois derniers projets de loi qui ont été déposés à la Chambre des communes tout juste avant l'ajournement pour l'été concernent l'intégration encore plus poussée du Canada dans le régime de sécurité nationale des États-Unis. Ces projet de loi et d'autres qui sont à venir vont être un aspect majeur de la session d'automne du Parlement.

Deux de ces projets poussent encore plus loin le processus visant à l'établissement d'un « Périmètre de sécurité nord-américain » entrepris par le premier ministre Stephen Harper et le président américain Barack Obama, en accroissant la présence des agences de sécurité des États-Unis en sol canadien. Le projet de loi C-23, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis (Loi sur le précontrôle)* et le projet de loi C-21, *Loi modifiant la Loi sur les douanes*, sont le résultat des décisions qui ont été prises lors de la visite du premier ministre Trudeau à Washington, DC, le 10 mars.

L'autre projet de loi qui est significatif en ce qui concerne les relations entre le Canada et les États-Unis est le projet de loi C-22, *Loi constituant le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement et modifiant certaines lois en conséquence*.

Une des préoccupations principales des libéraux en ce qui a trait à leur examen de la sécurité nationale et au comité est le partage d'information au sein du réseau mondial d'espionnage Five Eyes (Cinq Yeux) dirigé par les États-Unis de même que la capacité de décrypter et de collecter de l'information personnelle sur les Canadiens, de contourner les questions relatives à la vie privée et de fouler aux pieds les droits. Cela nous indique une fois de plus que ce qui est clé en ce qui concerne la « relation entre le Canada et les États-Unis » telle que les libéraux de Justin Trudeau la voient c'est l'intégration plus poussée des agences de sécurité canadiennes à la course des États-Unis à la domination mondiale. Tout ceci marque l'intensification du terrorisme d'État.

Les Canadiens ont exprimé leurs grandes préoccupations à ce sujet pendant la lutte que de vastes sections du peuple ont menée en 2015 contre le projet de C-51, devenu la *Loi antiterroriste de 2015*. Une question en jeu était la différence entre l'« examen » et la « surveillance ». On avait fait remarquer par exemple que le Canada possède des organismes d'« examen » du Service canadien du renseignement de sécurité, du Centre de la sécurité des télécommunications et

d'autres agences de sécurité, lesquels examinent après coup certaines activités de ces agences, mais pas d'organismes de « surveillance » qui surveillent leurs activités et s'assurent qu'elles agissent conformément à leur mandat et à la loi.

Lors de l'adoption du projet de loi C-51 à la Chambre des communes et dans leur plate-forme électorale, les libéraux avaient appelé à l'établissement par le Parlement d'un « comité de surveillance en matière de sécurité nationale ». Ils avaient cité les témoignages d'experts en matière de sécurité pour affirmer que la « surveillance » pourrait s'appliquer à la violation des droits par la loi C-51.



Maintenant, le concept de surveillance a été entièrement rayé du mandat du comité proposé par le gouvernement. Le comité aura plutôt le mandat d' « effectuer des examens des opérations de sécurité nationale et relatives au renseignement [...] ainsi que des examens stratégiques et systémiques des cadres en matière de législations, de réglementations, de politiques, de dépenses et de fonctions administratives en vertu desquels ces opérations sont menées ». Le Comité examinera aussi les activités des agences du renseignement et toute question qui lui sera transmise par un ministre. Les Canadiens ne seront pas mis au courant de ce que fait le comité, tous ses membres étant tenus au secret. Le mandat du comité a été réduit davantage dans le Livre vert sur la sécurité nationale à celui « d'examiner comment fonctionnent les institutions de sécurité nationale ».

Les libéraux vont aussi annoncer bientôt que des soldats canadiens vont participer à des missions de formation et de contre-insurrection dans au moins un pays d'Afrique. Cela est fait au nom de l'idéal élevé d' « opérations de paix ». Cela fait partie du rôle que le Canada s'est assigné dans le cadre de la réorientation que font les impérialistes américains du maintien de la paix par l'ONU et de la nouvelle ruée sur l'Afrique.



Une définition néolibérale intéressée de la classe moyenne

- K.C. Adams -

L'irrationalité au service des privilèges de classe, du droit de monopole et du statu quo

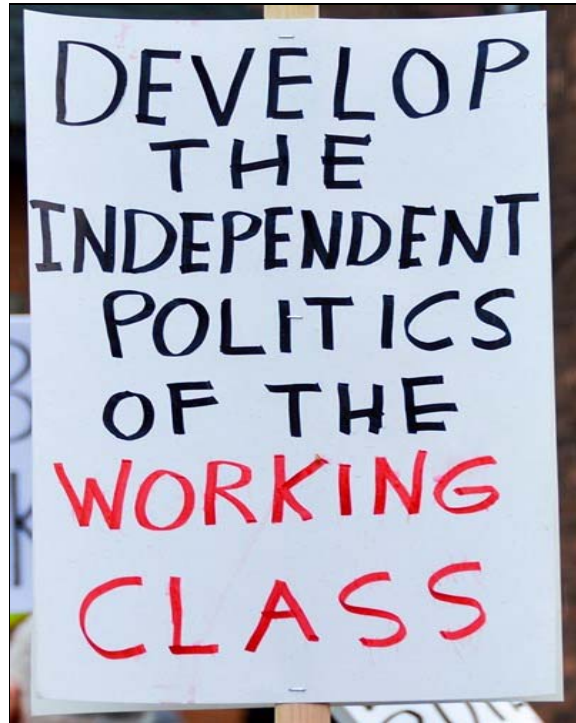
Le gouvernement libéral utilise constamment l'expression classe moyenne. Trudeau et ses ministres se présentent comme des leaders et des partisans de la classe moyenne, laquelle selon eux est une entité sociale définissable par ses gains annuels. Lors de l'élection fédérale, Trudeau a défini la classe moyenne comme une famille de trois ayant un revenu imposable annuel combiné entre 44 701 \$ et 89 401 \$. Cela va à l'encontre des sciences sociales qui classent les classes sociales en fonction de leur position objective dans l'économie et de leurs relations avec les autres classes. La définition que donne Trudeau le place, lui et sa bande, bien au-dessus des gens qu'il dit représenter.

La principale classe sociale et de loin la plus grande du Canada est la classe ouvrière. Les

membres de la classe ouvrière doivent vendre leur capacité de travailler pour assurer leur moyen de subsistance. Ceux qui possèdent et contrôlent les moyens de production socialisés, la bourgeoisie, achètent la capacité de travailler des travailleurs et possèdent et contrôlent la richesse sociale que ceux-ci produisent et en retournent seulement une partie à la classe ouvrière en tant que valeur reproduite sous forme de salaires, d'avantages sociaux, de pensions et de divers programmes sociaux et services publics.

Alors que Justin Trudeau semble croire sa propre propagande intéressée et penser qu'il a l'appui de tous les travailleurs canadiens, ceux-ci n'aspirent pas à être membres de la soi-disant classe moyenne. Au contraire, ils se considèrent de plus en plus comme des travailleurs, comme ceux qui forment la classe ouvrière.

La classe ouvrière et ceux qui possèdent et contrôlent les forces de production socialisées entrent dans une relation sociale appelée capital pour produire toute la valeur dont les gens et la société dépendent pour leur existence. Ces deux classes mènent une lutte de classe constante pour leur réclamation à la valeur que les travailleurs produisent et au sujet de la direction de l'économie et de la nécessité de résoudre la contradiction au sein de la relation sociale capital afin de faire avancer la société vers l'émancipation de la classe ouvrière et l'élimination des classes sociales.



D'après la définition néolibérale intéressée du gouvernement libéral, il semblerait que ses politiques et ses actions visent toutes à bénéficier à sa classe moyenne telle qu'il l'a définie, et cela comprend les relations extérieures et la promotion du libre-échange. Tous cependant sont à même de voir que ce qu'on appelle la classe moyenne tombe toujours plus bas dans l'échelle des classes sociales. La classe ouvrière en conclut que Trudeau utilise l'expression classe moyenne comme un subterfuge pour camoufler ses politiques et ses actions qui servent l'élite au pouvoir, ceux qui possèdent et contrôlent les forces de production socialisées et qui dominent la classe ouvrière au sein de la relation sociale qu'est le capital. Tout ceci vise à briser la résistance du peuple à la défense de ses droits.

La logique des libéraux est déplorable. Les propriétaires d'esclaves aux États-Unis affirmaient qu'ils fournissaient de la bonne nourriture, un logement décent, des loisirs et des soins médicaux à leurs esclaves, leur donnant un niveau de vie supérieur à celui de beaucoup de membres de la classe ouvrière à l'époque. Ils se plaignaient que leur traitement généreux des esclaves, qui après tout étaient leur propriété, leur imposait des sacrifices parce que la valeur produite par les esclaves servait davantage au bien-être de ceux-ci qu'à l'enrichissement des propriétaires. Cette attitude condescendante était prévalente aux États-Unis avant la Guerre civile. Jamais cependant cette opinion des propriétaires a-t-elle changé la position de classe objective des esclaves et leur relation sociale de captivité avec les propriétaires. La relation sociale asservissante devait éclater avant que l'économie et la société esclavagistes puissent se transformer et prendre une nouvelle direction.

Les exemples abondent d'utilisation trompeuse par le gouvernement Trudeau de l'expression classe moyenne comme celui-ci tiré du Bureau du premier ministre lors de sa récente visite en Chine : « Les liens renoués entre le Canada et la Chine aideront à faire croître l'économie et à

renforcer la classe moyenne. [...] Les deux pays peuvent profiter du potentiel inexploité et des avantages d'une relation plus étroite, [...] et de faire croître la classe moyenne. »

Trudeau a dit de sa visite : « Je crois que ma visite officielle en Chine a permis de remettre la relation Canada-Chine sur une nouvelle voie stable qui favorisera davantage de retombées économiques et sociales pour nos populations, tout particulièrement pour la classe moyenne. »

Le ministre des Finances de Justin Trudeau, Bill Morneau a dit ceci récemment lors du Forum mondial de Toronto : « Partout dans le monde, la vague croissante de désillusion montre que, depuis trop longtemps, la classe moyenne n'a pas l'impression de réaliser des progrès. Nous [le gouvernement libéral] sommes maintenant largement reconnus comme un modèle pour le monde, et nous sommes au premier rang des efforts déployés à l'échelle mondiale pour que l'économie fonctionne mieux pour les familles de la classe moyenne. »

La classe moyenne des libéraux est composée d'environ 20 % des personnes déclarant un revenu, selon Statistique Canada, soit une fraction seulement de tous les Canadiens. Trudeau essaie d'éviter de paraître favoriser un seul groupe de Canadiens en affirmant que son gouvernement est déterminé à « assurer la croissance » de sa classe moyenne telle qu'il la définit. Par ses déclarations, le gouvernement libéral veut que ceux qui touchent moins que 45 000 \$ en revenu annuel augmentent leurs revenus et se joignent à sa classe moyenne tandis que ceux qui ont un revenu supérieur à ce montant sont des privilégiés qui devraient contribuer à « croître la classe moyenne ».



De nombreux Canadiens considèrent que cet appel constant à la classe moyenne est irrationnel et n'a rien à voir avec la résolution des problèmes réels. Par exemple, en 2007, US Steel a pris le contrôle de Stelco et promis de faire croître l'emploi et la production, ce qui aurait renforcé la position des métallos actifs et retraités de Stelco au sein de la classe moyenne définie par Trudeau. C'est l'inverse qui s'est produit, et l'information ne manque pas à ce sujet. Trudeau n'a rien fait pour mettre fin à la destruction des emplois et de la production aux mains de US Steel et il n'est pas intervenu non plus pour faire cesser les attaques contre les plus de 20 000 retraités qui ont subi une réduction de

leurs prestations de retraite avec la suppression de l'indexation, et ont perdu leurs avantages sociaux postérieurs à la retraite en vertu de la fraude de la protection de la faillite. Trudeau a refusé d'intervenir pour empêcher que US Steel abandonne ses obligations sociales envers les fonds de pension existants, et bloquer son plan organisé par l'État de prendre la fuite avec 2,2 milliards \$ lors de la vente et la liquidation de la société dans le cadre juridique de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (LACC). Ces actions vont faire tomber les métallos retraités et les employés salariés encore plus bas par rapport à ce que Trudeau appelle la classe moyenne et pourtant il ne fait rien de concret pour arrêter cette hémorragie.

Le gouvernement Trudeau s'en prend aussi aux travailleurs organisés du secteur public et privé fédéral, abaissant de beaucoup leur niveau de vie tout en prétendant que c'est bon pour l'économie.

La classe ouvrière s'inquiète avec raison du fait que tout ce bruit autour de la classe moyenne est simplement de la propagande qui transforme les relations de production et l'économie en général en une construction mentale irrationnelle qui peut être manipulée par les riches et les puissants.

Les problèmes des travailleurs et ceux de l'économie et au sein des rapports de production en général doivent être considérés et traités de façon objective tels qu'ils se présentent et non obscurcis par une propagande intéressée.

Les travailleurs vendent leur capacité de travailler à ceux qui possèdent et contrôlent les forces matérielles de production au sein d'un rapport social appelé capital. Ces deux classes sociales sont les deux principales et plus importantes forces sociales au Canada. Elles mènent une lutte de classe constante au sein du rapport social qu'est le capital et à l'échelle de la société pour le contrôle et la direction des affaires politiques, économiques, sociales et culturelles du pays. Le montant que les travailleurs reçoivent en échange de la vente de leur capacité de travailler ne change pas leur position sociale objective de membres de la classe ouvrière étant en contradiction directe de classe avec ceux qui possèdent et contrôlent les forces socialisées de production. Les travailleurs du Canada, y compris ceux qui font partie de la construction mentale que Trudeau appelle classe moyenne, n'exercent pas de contrôle sur leurs endroits de travail ou sur les affaires importantes qui les affectent directement. Même le prix qu'ils reçoivent pour leur capacité de travailler ou les garanties qu'ils reçoivent en fait de réclamation à la valeur jusqu'à leur mort ne sont pas protégés, comme l'a démontré l'exemple des travailleurs de Stelco et de nombreux autres travailleurs dont le plus d'un million de chômeurs.

L'existence des travailleurs qui font partie de cette classe moyenne représentant 20 % des Canadiens ayant un revenu est loin d'être assurée. Cela n'a rien à voir avec leurs salaires et leurs pensions actuels ou avec les perspectives d'une augmentation mais avec l'insécurité inhérente à leur position sociale de classe en tant que travailleurs qui vendent leur capacité de travail à ceux qui possèdent et contrôlent les forces de production, privées et publiques, au sein de la relation sociale qu'est le capital. La position sociale de classe des travailleurs au sein de la structure du pouvoir politique fait en sorte qu'ils n'exercent pas de contrôle sur une économie qui souffre de crises récurrentes et de contradictions insurmontables auxquelles l'élite au pouvoir refuse de s'attaquer parce que cela affaiblirait son pouvoir et son privilège de classe.

Cette existence devient encore moins assurée à cause de l'objectif que les gouvernements qui paient les riches ont donné au pays, soit de rendre les plus grands monopoles concurrentiels sur les marchés mondiaux.

La définition néolibérale intéressée que donnent les libéraux de Justin Trudeau de la classe moyenne est une invention de l'esprit qui ne correspond pas à une force sociale réelle mais constitue plutôt un outil de propagande visant à se rallier leurs agents dans le mouvement ouvrier, dont les salaires les placent en fait au-dessus de la soi-disant classe moyenne. Les problèmes économiques requièrent des solutions réelles et non des solutions fantaisistes qui sonnent bien dans une campagne de relations publiques. L'économie est un phénomène objectif et elle a besoin d'une direction prosociale et de solutions à ses problèmes qui reposent sur l'objectivité de considération.

La classe ouvrière est la seule classe sociale ayant le nombre et la position au sein de l'économie qui lui permettent de résoudre ses problèmes et les problèmes qui affectent le pays. Elle doit fournir une direction nouvelle à l'économie en dépit de l'opposition exprimée par ceux qui sont déterminés à défendre leur privilège de classe et leur droit de monopole.



L'ordre du jour international du Canada

Le premier ministre Trudeau est à New York en tant que membre de la délégation canadienne à

la 71e session de l'Assemblée générale des Nations unies les 19 et 20 septembre. Avant l'ouverture de l'Assemblée générale, Trudeau a rencontré à Montréal le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-Moon, de même que le musicien Bono.

Depuis le retour au pouvoir des Libéraux, le gouvernement a pesé de tout son poids pour présenter Trudeau comme un « acteur important » sur l'échiquier mondial qui devrait être nommé à des organisations internationales où les grandes puissances prennent des décisions sur des questions qui affectent toute l'humanité. Trudeau représenterait les « lettres de créance progressistes » et les « valeurs » dont le président Obama a parlé dans son discours à la Chambre des communes le 29 juin où il avait déclaré que « le monde a besoin de plus de Canada ».

Par exemple, le Canada serait « bien placé » pour contribuer au domaine des « opérations de paix ». Le gouvernement Trudeau a vite découvert la valeur de ses « lettres de créance progressistes » lorsqu'en août dernier les médias ont rapporté qu'il a dû annoncer des engagements spécifiques en fait de déploiement de troupes et de financement pour se mériter une place parmi la cinquantaine de pays participant au sommet des ministres de la Défense sur le maintien de la paix dont l'hôte est le ministère de la Défense du Royaume-Uni à Londres.



Assumant l'héritage du régime Obama, le gouvernement Trudeau brandit ses soi-disant lettres de créance progressistes pour mettre de l'avant un ordre du jour de guerre. Voilà pourquoi la double mission de Trudeau à l'Assemblée générale de l'ONU, selon les médias, est de se présenter comme un « dirigeant progressiste de taille sur l'échiquier mondial » et de « plaider sa cause à l'effet que le Conseil de sécurité a besoin de la perspective canadienne à sa table ».

On n'observe chez les libéraux de Justin Trudeau aucun exemple d'une « perspective canadienne » qui serait différente de la position prise par l'impérialisme américain sur les questions importantes de la guerre et de la paix. Ce qu'on appelle la « perspective canadienne » ne démontre aucune différence significative et n'est certainement pas la perspective qui anime les Canadiens. En fait, si le Canada brigue un siège non permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, cela voudra dire un vote de plus en faveur de la quête des impérialistes américains pour la domination mondiale sur le Conseil de sécurité, une instance qui n'a jamais réussi à maintenir la paix dans le monde et qui d'emblée est marquée par la domination des grandes puissances. Les arrangements d'après-guerre qui ont constitué le fondement même du Conseil de sécurité sont en lambeaux.

Afin de mêler les cartes, le bureau du premier ministre a émis un communiqué pour annoncer la participation de Trudeau à l'Assemblée générale de l'ONU et a déclaré que le gouvernement « est déterminé à redéfinir sa place dans le monde et à promouvoir les valeurs canadiennes fondamentales comme la diversité et l'inclusion, l'égalité des sexes et le respect de la paix partout dans le monde ».

Le bureau du premier ministre a aussi annoncé que Trudeau « participera au Sommet pour les réfugiés et les migrants présidé par le secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, ainsi qu'au Sommet des dirigeants sur les réfugiés, qu'il coprésidera avec le président des États-Unis, Barack Obama ». On se sert même de façon cynique de l'arrivée au Canada de plus de 30 000 réfugiés syriens depuis novembre 2015 comme d'un exemple du « leadership » du Canada et d'une preuve que le Canada doit avoir une « place à la table ».



Mais comment le Canada a-t-il assumé ses responsabilités envers ces réfugiés ? Les médias rapportent qu'un grand nombre d'entre eux ont dû avoir recours aux banques alimentaires qui déjà n'arrivent pas à combler les besoins des gens. En plus, l'aide gouvernementale limitée que le gouvernement procure à certains réfugiés se termine bientôt. Le ministre de l'Immigration, des Réfugiés et de la Citoyenneté, John McCallum, a déclaré que le recours des réfugiés syriens aux banques alimentaires était un «

phénomène culturel » qui n'avait rien à voir avec les pénibles conditions auxquelles ils font face, au prix élevé des aliments et au manque d'appui ou d'emplois. Le gouvernement justifie son peu d'appui aux réfugiés en disant qu'ils reçoivent moins que les Canadiens vivant de l'aide sociale. Leur traitement serait donc « équitable » et approprié.

Qu'est-ce que cela veut dire qu'on est en train de former Trudeau pour qu'il prenne en main le soi-disant legs d'Obama ? La méthode Obama consistait à dire aux gens aux États-Unis et partout dans le monde qu'il était en faveur des droits et de la paix et opposé à la guerre et à l'injustice et que les institutions qu'il représentait exprimeraient ces valeurs. Dix ans plus tard, les assassinats au moyen de drones sont devenus une routine comme l'est devenu l'entraînement de terroristes pour accomplir les objectifs de politique étrangère et les crimes de guerre des impérialistes américains sont en hausse. Des opérations de changement de régime et de déstabilisation ont été menées ou sont en train de l'être et davantage de migrants et de réfugiés ont été déplacés aux quatre vents, sans parler du fait que plus de gens ont été déportés des États-Unis sous le président Obama que sous n'importe quel président américain.

Les Canadiens doivent rejeter l'affirmation selon laquelle recevoir « le flambeau » des mains d'Obama est une bonne chose. Tout de suite après avoir dit que « le monde a besoin de plus de Canada », Obama a ajouté que « l'OTAN a besoin de plus de Canada ». Dix jours plus tard, le gouvernement Trudeau annonçait l'envoi de troupes dans les pays baltes dans le cadre de l'occupation de ces pays par les États-Unis et l'OTAN et de l'encerclement de la Russie. Cela ne doit pas passer !



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca